



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Réseau Fibré de l'UTI CPCA - Réalisation et qualification des soudures

N° du CCAP : CPCA-Soudure-Fibre-2024

CCAG TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA
COMMUNICATION 2021

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire Aval
Unité territoriale d'itinéraire Canaux de Picardie Champagne Ardenne
76 rue de Talleyrand
51084 REIMS cedex

SOMMAIRE

Table des matières

1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type d'accord-cadre.....	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	3
2 - Pièces contractuelles.....	3
3 - Durée et délais d'exécution.....	3
4 - Prix.....	4
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	4
4.2 - Modalités de variation des prix.....	4
5 - Garanties Financières.....	4
6 – Avance.....	4
6.1 – Conditions de versement et de remboursement.....	4
6.2 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	5
7 - Modalités de règlement des comptes.....	5
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	5
7.2 - Présentation des demandes de paiement.....	5
7.3 - Délai global de paiement.....	5
7.4 - Paiement des cotraitants.....	5
7.5 - Paiement des sous-traitants.....	6
8 - Conditions d'exécution des prestations.....	6
9 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	6
10 - Constatation de l'exécution des prestations.....	6
10.1 - Vérifications.....	6
10.2 - Décision après vérification.....	6
11 - Garantie des prestations.....	7
12 - Pénalités.....	7
12.1 - Pénalités de retard.....	7
12.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	7
13 - Assurances.....	7
14 - Résiliation du contrat.....	7
14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	7
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	7
15 - Règlement des litiges et langues.....	8

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : Réseau Fibré de l'UTI CPCA - Réalisation et qualification des soudures.

Le marché porte sur la réalisation des continuités (soudure, étanchéification) et leur qualification par qualimétrie (continuité, affaiblissement), sur le réseau fibré de l'UTI CPCA. Toutefois, le titulaire accepte sans réserve ni tarification complémentaire de réaliser quelques prestations sur le territoire des UTI ou Directions Territoriales voisines; c'est-à-dire de dépasser de quelques kilomètres les frontières inter-départementales (02/59, 02/60, 02/77) pour interconnecter le réseau Fibre Optique CPCA aux réseaux Fibre des UTI voisines.

La fibre est de type Monomode OS2 9/125 24 brins répartis en monotube ou multitube.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Territoire de l'UTI Canaux de Picardie Champagne Ardenne

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

La durée maximale d'exécution des bons de commande sera de 6 mois

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)

3 - Durée et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans à compter de sa date de notification.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

4.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro" qui est le mois précisé en page 1 de l'acte d'engagement.

Les prix sont actualisables par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par la formule : $C_n = (ICHT-J(d-3) / ICHT-J(o))$

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d -nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ICHT-J « Information et communication ».

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire dans les conditions définies par chaque bon de commande.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG maîtrise d'oeuvre.

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est versée au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement du marché.

Le montant de l'avance est fixé à 30.0% du montant initial, toutes taxes comprises, du bon de commande, si sa durée est inférieure ou égale à 12 mois ; si cette durée est supérieure ou égale à 12 mois, l'avance est égale à 30.0% d'une somme égale à 12 fois le montant initial toutes taxes comprises du bon de commande divisé par sa durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation des prix.

Ce taux est fixé à 30.0% lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du Code de la Commande Publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire du marché atteint ou dépasse 65.0% du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80.0%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire du marché à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la Commande Publique.

6.2 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire du marché pour le versement de l'avance.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné, ou à défaut, à chaque personne en application du R. 123-221 du code du commerce.

Les factures électroniques adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- le numéro du marché qui sera transmis lors de sa notification ;
- le numéro de SIRET de VNF DTBS : 13001779100034 ;
- le code service exécutant de la dépense : UCPA ;
- le numéro de l'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché.

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse d'exécution : Ouvrages situés sur le territoire de l'Unité Territoriale d'Itinéraire Canaux de Picardie Champagne Ardenne

9 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

10 - Constatation de l'exécution des prestations

10.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Dans le cadre de ce marché, le titulaire procédera à une prestation de qualimétrie des connexions effectuées, consistant en une réflectométrie avec localisation des accidents et mesures d'affaiblissement.

Cette réflectométrie ne sera effectuée que sous une seule longueur d'onde (1310 nm) car nous n'utilisons pas de matériels actifs bidirectionnels (duplex optique) comme en FTTH.

Pour chacun des types de prestations décrit ci-après, chaque brin de fibre accessible doit être testé.

Pour chaque site, un rapport de qualimétrie devra être fourni dans un **délai de 10 jours ouvrés** (à l'issue de la dernière mesure effectuée sur le dernier site en cas de regroupement de prestations).

Ce rapport fourni par voie électronique (courriel) devra comprendre :

- le nom du site et la référence de la liaison testée (« amont », « aval », « ouvrage » ou encore « GH » pour les départs vers un ouvrage annexe
- la date de la qualimétrie et les coordonnées du technicien ayant réalisé cette prestation
- la marque, le type et la version du réflectomètre utilisé
- les caractéristiques des bobines amorces utilisées
- les courbes relevées par l'appareil utilisé pour chaque brin (avec ajouts de la localisation des accidents en clair si non lisible sur les courbes
- l'affaiblissement mesuré à la longueur d'onde de test pour chaque brin
- une analyse ou des commentaires en cas de mesures hors des plages normatives.

Les rapports devront être transmis aux adresses mail suivantes :

- automatismes.maintenance.uti.picardiechampagne@vnf.fr
- philippe.foldhazy@vnf.fr

Les vérifications des rapports transmis seront effectuées par le Chef du Pôle Maîtrise d'Oeuvre de la Subdivision Maintenance Etudes et Travaux de l'UTI CPCA, ou son représentant.

10.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-TIC.

11 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de **1 an** dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-TIC.

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 5,0/100 de la valeur HT du montant du bon de commande sur lequel le retard est constaté, assortie d'un montant minimum de 150,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

12.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1 000,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 39 à 46 du CCAG-TIC.

En cas d'absence d'exécution des prestations dans les délais impartis, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à la réalisation du marché et à son exécution aux frais et risques du titulaire.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

S'il apparaît un différend entre les titulaires et le maître d'ouvrage du fait de l'exécution du présent marché, tant en terme techniques que financiers, le titulaire s'engage au préalable à toute procédure contentieuse, à rechercher une solution amiable. Chaque partie s'engage à contacter l'autre partie par écrit avec date certaine de réception, afin de rechercher un tel règlement amiable.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy - 75181 Paris cedex 04 est compétent en la matière. Il peut être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

Les stipulations de l'article 37 du CCAG fournitures courantes et services (FCS) sont applicables. A l'issue de la procédure décrite à l'article 37 du CCAG FCS, si le titulaire saisit le tribunal administratif, il ne peut porter devant cette juridiction que les chefs et motifs énoncés dans la lettre de réclamation.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 - Dérogations

- L'article 3.2 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 38 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 26 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 43 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication

Le 22/01/2024